

Pour la Cinquième Internationale (texte pour Nouvelles Fondations)

Le capitalisme est un système mondial. Ses victimes ne peuvent donc faire face efficacement à ses défis qu'à la condition de s'organiser également à cette échelle. « L'internationalisme des peuples » a néanmoins toujours été confronté à des difficultés sérieuses produites par le développement inégal associé au déploiement mondialisé du capital.

Les fondements objectifs de la diversité dans le capitalisme mondialisé

Le capitalisme est fondé sur le conflit de classe axial qui oppose le travail au capital qui est à l'origine du caractère prolétarien proclamé par l'internationale des classes populaires engagées dans des luttes anticapitalistes. On trouvera donc tout à fait naturel le fait que cette internationale prolétarienne ait trouvé l'origine de sa constitution dans les centres avancés du système capitaliste mondial, en Europe occidentale au XIXe siècle. Il reste que l'affirmation de ces réalités dominantes a contribué à en cacher d'autres, caractéristiques de l'expansion du capitalisme, en l'occurrence impérialiste.

La diversité des conditions sociales et politiques propres aux Etats et nations constitutifs du système mondial résulte de la nature des développements qui caractérisent l'expansion mondiale du capitalisme. Soumises aux exigences de l'accumulation dans les centres du système, les formations sociales des périphéries n'ont jamais été caractérisées de ce fait par la centralité de la position du prolétariat ouvrier dans l'organisation d'ensemble de la production. Les victimes du système sont tout autant les sociétés paysannes intégrées et soumises à la logique de l'expansion impérialiste, et – à des degrés variables – beaucoup d'autres classes et groupes sociaux. Par ailleurs les parcours historiques au long desquels se sont constituées les nations, dominantes ou dominées, ont toujours été marqués par des particularités qui leur ont été spécifiques. Les blocs hégémoniques de classes et d'intérêts qui ont permis au capital d'asseoir sa domination, ceux que les victimes du système ont construit ou tenté de construire pour faire face au défi ont toujours été de ce fait différents d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre. Ces parcours ont façonné des cultures politiques particulières, articulant à leur manière propre des systèmes de valeurs, des « traditions » de formes spécifiques d'expression, d'organisation et de luttes. Ces diversités sont tout également objectives, comme les cultures à travers lesquelles elles s'expriment. Enfin le développement des forces productives lui-même à travers les révolutions scientifiques et technologiques qui en définissent les contenus, a commandé à son tour les changements dans l'organisation du travail et les formes diverses de sa soumission aux exigences de l'exploitation capitaliste. L'ensemble de ces réalités diverses interdit de réduire les acteurs politiques au couple bourgeoisie/prolétariat.

Les leçons de l'histoire des Internationales socialistes et communistes

La Première Internationale – l'Association Internationale des Travailleurs – avait été conçue pour surmonter l'émiettement national dont les révolutions européennes de 1848 avaient montré les effets négatifs. Le sujet social nouveau, la victime par excellence de l'expansion du capitalisme en Europe occidentale et centrale, celui dont les espoirs – socialistes et communistes – exprimés en 1848 avaient été brisés par la contre-révolution, s'appelait « le

prolétariat », lequel se composait d'une minorité rassemblée dans les grandes usines et mines de l'époque et d'une vaste couronne de travailleurs artisanaux. Le nouveau prolétariat étant encore exclusivement localisé dans le quart nord ouest de l'Europe et essaimant aux Etats Unis, cela impliquait que l'aire d'intervention de l'Internationale fut en fait limitée à ces régions. La Première Internationale a géré, dans ces limites, la diversité des conditions des luttes sociales et politiques dans un esprit démocratique d'avant garde pour son époque. L'Association rassemblait des organisations de nature et de statuts différents, partis politiques (embryonnaires), syndicats et coopératives, associations civiles, « personnalités » (comme Marx, Proudhon, Bakounine !).

La Seconde Internationale a été conçue sur la base de principes tout à fait différents. La prolétarisation accélérée de l'époque avait donné naissance à de nouvelles formes de partis ouvriers, relativement importants par le nombre de leurs adhérents et leur influence sur les classes travailleuses. Des partis différents les uns des autres, allant du travaillisme anglais à la social démocratie marxiste allemande et au syndicalisme révolutionnaire français, mais néanmoins ralliés – tout au moins à l'origine – à l'objectif de substituer à l'ordre capitaliste celui du socialisme. Plus important, avec le recul du temps, paraît avoir été l'idée de principe d'« un » seul parti pour chaque pays, « le » parti qui serait le représentant exclusif de « la » classe, elle-même le sujet historique unique de la transformation sociale, le parti potentiellement porteur de la « ligne juste », que celle-ci fut d'ailleurs – comme l'histoire allait le montrer – celle d'un réformisme modéré ou celle de l'option révolutionnaire. Engels et les premiers leaders marxistes (Kautsky, Labriola, Plékhanov et autres) ont certainement considéré les options en question comme le témoignage d'un progrès par rapport à la Première Internationale, ce qu'elles furent probablement en partie. Toujours est-il que les limites de la pratique démocratique dans la gestion du mouvement politique et social animé par les partis en question procèdent de ces options fondamentales d'origine. Par ailleurs les partis de la Seconde Internationale ont dans l'ensemble dérivé dans la direction de l'alignement impérialiste et nationaliste. La Seconde Internationale a légitimé l'impérialisme par son prétendu effet objectif positif (faire entrer les peuples attardés dans la modernité capitaliste) ; une perspective historique démentie par la nature impérialiste inhérente à l'expansion mondialisée du capitalisme. Ce glissement renforçait les chances d'un ralliement nationaliste parallèle aux visions de la classe dirigeante capitaliste, au moins pour ce qui est des relations internationales. Comme on le sait, les partis de la Seconde Internationale ont sombré dans le chauvinisme produit par la première guerre mondiale.

La Troisième Internationale a été créée pour corriger cette dérive. Et elle l'a fait au moins partiellement. En effet elle s'est affirmée à l'échelle mondiale en soutenant la création de partis communistes dans toutes les périphéries du système mondial proclamant le caractère stratégique de l'alliance des « ouvriers de l'Occident » avec les « paysans de l'Orient ». Le Maoïsme a formulé cette évolution en élargissant l'appel à l'internationalisme pour inclure les « peuples opprimés » aux côtés des « prolétaires de tous les pays ». Plus tard l'alliance entre la Troisième Internationale (devenue Kominform), le Mouvement des Non Alignés issu de Bandoung (1955) et la Tricontinentale (1960) a renforcé l'idée et la pratique de la mondialisation des luttes anticapitalistes à une échelle véritablement planétaire. Néanmoins la Troisième Internationale a non seulement conservé les options organisationnelles de la Seconde, mais encore en a accusé les traits. Cela étant la Troisième Internationale s'est également trouvée dans une situation que n'avaient connue ni la Première, ni la Seconde : celle de devoir protéger le premier Etat socialiste, puis le camp des Etats socialistes. Comment cette exigence a évolué dans ses effets (négatifs), en relation avec l'évolution du système soviétique lui même, n'est pas l'objet de ce papier.

La Quatrième Internationale, constituée précisément en réaction à cette dérive n'a pas innové pour ce qui concerne les formes d'organisation initiées par la Troisième, aux origines de laquelle celle-là prétendait d'ailleurs seulement vouloir revenir.

Bandoung et la première mondialisation des luttes (1955-1980)

Les gouvernements et les peuples de l'Asie et de l'Afrique proclamaient à Bandoung en 1955 leur volonté de reconstruire le système mondial sur la base de la reconnaissance des droits des nations jusque là dominées. Ce « droit au développement » constituait le fondement de la mondialisation de l'époque, mise en œuvre dans un cadre multipolaire négocié, imposé à l'impérialisme contraint, lui, à s'ajuster à ces exigences nouvelles.

Le système de Bandoung s'articulait aux deux autres systèmes caractéristiques de l'après guerre mondiale, celui du soviétisme (et du maoïsme) et celui du Welfare State de la social-démocratie occidentale. Des systèmes en compétition certes, mais certainement également de ce fait complémentaire les uns des autres. Parler dans ces conditions de la mondialisation des luttes fait sens et, s'agissant pour la première fois dans l'histoire du capitalisme de luttes se déployant dans toutes les régions de la planète et à l'intérieur de toutes les nations qui la constituent, inaugure une première dans la direction de cette évolution.

La preuve de l'interdépendance qui caractérisait les luttes et les compromis historiques assurant la stabilisation de la gestion des sociétés concernées a été apportée a contrario par les évolutions qui ont fait suite à l'érosion parallèle des potentiels de développement des trois systèmes. L'effondrement du soviétisme a entraîné également celle du modèle de la social-démocratie, dont les avancées sociales – tout à fait réelles – s'étaient imposées parce qu'elles constituaient le seul moyen possible capable de faire face au « défi communiste ». On devrait se souvenir également à cet endroit de l'écho de la révolution culturelle chinoise dans l'Europe de 1968.

Les progrès de l'industrialisation amorcés durant l'ère de Bandoung ne procèdent pas de la logique du déploiement impérialiste mais ont été imposés par les victoires des peuples du Sud. Sans doute ces progrès ont-ils nourri l'illusion d'une « rattrapage » qui paraissait en cours de réalisation, alors qu'en fait l'impérialisme, contraint lui de s'ajuster aux exigences du développement des périphéries, se recomposait autour de nouvelles formes de domination. Le vieux contraste pays impérialistes/pays dominés qui était synonyme de contraste pays industrialisés/pays non industrialisés cédait peu à peu la place à un contraste nouveau fondé sur la centralisation d'avantages associés aux « cinq monopoles nouveaux des centres impérialistes » (le contrôle des technologies nouvelles, des ressources naturelles, du système financier global, des communications et des armements de destruction massive).

Nouvelle époque, nouveaux défis ?

La page des Internationales et de Bandoung est tournée. Les trois systèmes dominants de l'après deuxième guerre mondiale ont cessé d'exister, ouvrant la voie à une offensive triomphante du capital. Le capitalisme et l'impérialisme sont entrés dans une nouvelle phase de leur déploiement, porteuse de caractéristiques qualitativement nouvelles:

(i) les transformations propres à l'organisation du travail et à la stratification des classes et groupes sociaux qui en découle, en relation entre autre avec d'une part la révolution

technologique en cours (informatique, génétique, espace, nucléaire) et d'autre part l'industrialisation accélérée des périphéries « émergentes », définissent un complexe d'acteurs sociaux et politiques multiples, articulés de manière nouvelle dans leurs conflits et alliances possibles. L'identification précise de ces nouveaux sujets de la transformation sociale, de leurs intérêts et de leurs aspirations, de leurs visions des défis et des réponses qu'ils y apportent, des conflits qui les séparent et font obstacle à leur convergence dans la diversité, constitue la condition première pour un débat fructueux autour de propositions de stratégie de luttes aux niveaux locaux et mondial.

(ii) Le contraste centres/périphéries n'est plus synonyme de pays industrialisés /pays non industrialisés. La polarisation centres/périphéries qui donne à l'expansion du capitalisme mondial son caractère impérialiste se poursuit, et s'approfondit même, par le moyen des « cinq monopoles nouveaux » dont bénéficient les centres impérialistes (évoqués plus haut). Dans ces conditions la poursuite des projets de développement accéléré des périphéries émergentes, mis en œuvre avec un succès immédiat indiscutable (en Chine en particulier, mais également dans d'autres pays du Sud) ne permettra pas d'abolir la domination impérialiste. Ce déploiement participe de la mise en place du nouveau contraste centres/périphéries, non de son dépassement.

(iii) L'impérialisme ne se conjugue plus au pluriel comme dans les phases antérieures de son déploiement ; il est désormais un « impérialisme collectif » de la « triade » (Etats Unis, Europe, Japon). Dans ce sens les intérêts communs que partagent les oligopoles qui ont leur base d'origine dans la triade l'emportent sur les conflits d'intérêts (« mercantiles ») qui peuvent les opposer. Ce caractère collectif de l'impérialisme s'exprime à travers la gestion du système mondial par les instruments communs de la triade ; au plan économique l'OMC (Ministère des colonies de la triade), le FMI (Agence Monétaire coloniale collective), la Banque mondiale (Ministère de la Propagande), l'OCDE et l'Union Européenne (constituée pour empêcher l'Europe de sortir du libéralisme) ; au plan politique le G7/G8, les forces armées des Etats Unis et leur instrument subalterne que représente l'OTAN (la marginalisation/domestication de l'ONU complète le tableau).

(iv) Le déploiement du projet hégémoniste des Etats Unis mis en œuvre à travers un programme de contrôle militaire de la planète (impliquant entre autre l'abrogation du droit international et le droit que Washington s'est octroyé de conduire des « guerres préventives » de son choix), s'articule sur l'impérialisme collectif et donne au chef de file américain le moyen de sur-compenser ses déficiences économiques.

Les objectifs et les moyens d'une stratégie de construction de la convergence dans la diversité

La page du XXe siècle tournée, la « manière de faire de la politique » qui avait été celle des gauches critiques du siècle (en particulier des 2^e, 3^e, et 4^e Internationales) est définitivement rejetée par les nouvelles générations de militants et les mouvements qu'ils animent. On reproche à cette tradition - à juste titre - les pratiques peu démocratiques sur lesquelles elle se fondait : le refus de la diversité, la prétention des uns et des autres de détenir le secret de la « ligne juste » déduite d'une analyse « scientifique » affirmée irréprochable, la centralisation marquée de l'organisation et des pouvoirs de décision (dans les partis, les syndicats et les mouvements associés), les dérives bureaucratiques et doctrinaires fatales dans ces conditions etc. Le concept « d'avant garde » est de ce fait rejeté comme éminemment dangereux. Cette critique doit être prise au sérieux et acceptée dans ce qu'elle a d'essentiel. Dans ce sens le

principe d'ouverture à la diversité, et celui de sa gestion démocratique qui sont à l'origine de la confluence des « mouvements sociaux » dans les « Forum sociaux » (mondial, régionaux et nationaux) doit être intégralement respecté, sans concession.

- Le capitalisme est parvenu à un stade de son développement où sa victime n'est plus constituée exclusivement par la classe des prolétaires dont il exploite le travail mais par l'humanité toute entière dont il menace la survie. Cette évolution signifie que le sujet historique porteur des transformations souhaitables doit désormais se conjuguer au pluriel. La pluralité grandissante des domaines d'intervention des mouvements et des luttes de résistance et de protestation témoigne de cette multiplicité des sujets historiques à vocation anticapitaliste. Mais cette pluralité à travers laquelle s'exprime une puissance potentielle invincible du mouvement social, est en même temps, par sa fragmentation, la manifestation de la faiblesse immédiate de ce même mouvement.
- Pour l'Europe le défi s'articule autour de la question centrale des institutions européennes. Ces institutions ont annihilé les pouvoirs souverains des Etats, fondement sans lequel l'exercice de la démocratie, faute de prise sur le réel, tourne à la farce, sans leur substituer la construction d'un pouvoir fédéral pour lequel les conditions d'existence ne sont d'ailleurs pas réunies. C'était évidemment réduire l'Europe réellement existante à n'être que le volet européen du projet politique américain (l'atlantisme et le rôle décisif de l'OTAN, dirigée par Washington, dans la politique extérieure réelle de l'Europe). L'Europe sera de gauche -engagée sur la voie de la longue transition socialiste- ou ne sera pas. Déconstruire l'Union Européenne pour la reconstruire autrement constitue l'option stratégique incontournable d'une gauche authentique.
- Les peuples des trois continents (Asie, Afrique, Amérique latine) sont confrontés aujourd'hui au projet d'expansion du système impérialiste dit néo-libéral mondialisé qui n'est rien de moins que la construction de « l'apartheid à l'échelle mondiale ». Le nouvel ordre impérialiste en place sera-t-il remis en question. Par qui peut-il l'être ? Et que produira cette remise en question ?

Sans doute l'image de la réalité dominante ne permet-elle pas d'imaginer une remise en question immédiate de cet ordre. Les classes dirigeantes des pays du Sud, défaites, ont largement accepté de s'inscrire dans leur rôle de compradores subalternes ; les peuples désemparés, engagés dans la lutte pour la survie quotidienne paraissent souvent accepter leur sort ou même – pire – se nourrir des illusions nouvelles dont ces mêmes classes dirigeantes les abreuvent (l'Islam politique en est l'exemple le plus dramatique). Mais d'un autre côté la montée des mouvements de résistance et de luttes contre le capitalisme et l'impérialisme à travers les cinq continents, les succès remportés – jusqu'à leurs termes électoraux – par les gauches nouvelles en Amérique latine (quelles que soient les limites que comportent ces victoires), la radicalisation progressive de beaucoup de ces mouvements, l'amorce de positions critiques prises par les gouvernements du Sud au sein de l'OMC, constituent le gage qu'un « autre monde », meilleur, devient effectivement possible. La stratégie offensive nécessaire de reconstitution du front des peuples du Sud exige la radicalisation des résistances sociales face à l'offensive du capital impérialiste.

Les classes dirigeantes de certains pays du Sud ont visiblement opté pour une stratégie, qui n'est ni celle de la soumission passive aux forces dominantes dans le système mondial, ni celle de l'opposition déclarée à celles-ci : une stratégie d'interventions actives sur lesquelles elles fondent leurs espoirs d'accélérer le développement de leur pays. La Chine, par la solidité

de la construction nationale que sa révolution et le maoïsme ont produit, par son choix de conserver le contrôle de sa monnaie et des flux de capitaux, par son refus de remettre en question la propriété collective du sol (principal acquis révolutionnaire des paysans), était mieux équipée que d'autres pour faire ce choix et en tirer des résultats incontestablement brillants. L'expérience peut-elle être poursuivie ? Et quelles sont ses limites possibles ? L'analyse des contradictions portées par cette option m'a conduit à la conclusion que le projet d'un capitalisme national capable de s'imposer à égalité avec celui des puissances majeures du système mondial se nourrissait largement d'illusions. Les conditions objectives héritées de l'histoire ne permettent pas la mise en œuvre d'un compromis social historique capital/travail/paysannerie garantissant la stabilité du système qui, de ce fait, ne peut à terme que soit dériver à droite (et être alors confronté à des mouvements sociaux grandissants des classes populaires) ou évoluer vers la gauche en construisant le « socialisme de marché » comme une étape de la longue transition au socialisme. Les options apparemment analogues faites par les classes dirigeantes d'autres pays dits « émergents » sont encore plus fragiles. Ni le Brésil, ni l'Inde – parce qu'ils n'ont pas fait une révolution radicale comme la Chine – ne sont capables de résister avec autant de force aux pressions conjuguées de l'impérialisme et des classes locales réactionnaires.

Vers une Cinquième Internationale ?

La mondialisation des stratégies du capital dominant appelle celle de la riposte de ses victimes. Alors pourquoi ne pas concevoir qu'une nouvelle Internationale puisse fournir un cadre efficace pour la construction des convergences nécessaires au succès des luttes engagées par les peuples contre le capital ?

La réponse que je fais à cette question est positive, sans hésitation, mais à condition que l'Internationale envisagée soit conçue comme le fut la Première, et non la seconde, la troisième ou la quatrième. Autrement dit une Internationale socialiste/communiste ouverte à tous ceux qui veulent agir ensemble pour construire la convergence dans la diversité. Le socialisme (ou le communisme) est, dans cet esprit conçu comme le produit du mouvement, non déduit d'une définition préalable. Dans cet esprit je suggérerai que soient définis les objectifs immédiats communs suivants:

(i) Mettre en déroute le libéralisme à tous les niveaux, du national au mondial. Cet objectif implique la restauration des droits souverains des peuples, la condamnation de la conception impérialiste/coloniale de la gestion libérale mondialisée. Des propositions d'objectifs à terme immédiat sont concevables dans cette perspective, comme par exemple l'exclusion de l'agriculture de l'agenda de l'OMC, l'abrogation des décisions imposées par les puissances impérialistes concernant les droits de propriété intellectuelle et industrielle, l'abrogation des décisions qui entravent le développement de méthodes de gestion non marchande des ressources naturelles et des services publics, l'abrogation des interdictions de régulation, concernant les mouvements de capitaux, la proclamation du droit des Etats à répudier les dettes qui, après audit, s'avèreraient immorales ou odieuses etc.

(ii) Mettre en déroute le programme de contrôle militaire de la planète par les forces militaires des Etats Unis et/ou de l'OTAN. Cet objectif implique la condamnation sans réserves de la répudiation du droit international par les Etats Unis, de « l'autorisation » qu'ils se sont donnés de conduire des guerres préventives de leur choix, la restauration de l'ONU dans ses fonctions, etc.

(iii) Mettre en déroute en Europe les conceptions libérales et atlantistes qui constituent le fondement des institutions de l'Union Européenne. Cela implique la remise en question de fond en comble de toute la construction institutionnelle européenne et la dissolution de l'OTAN.

Des initiatives ont déjà été prises allant dans le sens de la précision des objectifs de stratégies de convergence qui correspondent à la vision générale du défi proposée ici. La journée du 18 Janvier 2006, organisée à Bamako à la veille de l'ouverture du Forum Social Mondial Polycentrique 2006 (Bamako et Caracas), a été consacrée précisément à débattre de ces propositions de stratégie de lutte et de construction de la convergence dans la diversité. L'objectif de la Cinquième Internationale suggérée, ou plus modestement et en attendant des propositions de stratégies d'action de l'Appel de Bamako auxquelles je renvoie ici, est de contribuer à la construction de l'internationalisme des peuples. La phrase concerne donc tous les peuples, du Nord et du Sud, comme elle fait référence non au seul prolétariat mais à l'ensemble des classes et couches populaires victimes du système, à l'humanité dans son ensemble, menacée dans sa survie. Cet internationalisme n'exclut pas le renforcement de la solidarité des peuples des trois continents (Asie, Afrique, Amérique latine) contre l'agression de l'impérialisme de la triade. Au contraire ces deux internationalismes ne peuvent que se compléter et se renforcer l'un l'autre. La solidarité des peuples du Nord et du Sud ne peut être fondée sur la charité, mais sur l'action commune contre l'impérialisme.

Le renforcement de l'internationalisme des peuples créera des conditions favorables facilitant des avancées dans trois directions qui, conjuguées ensemble, en association étroite et non dissociées les uns des autres, construisent l'alternative : le progrès social, l'approfondissement de la démocratisation, l'affermissement de l'autonomie nationale dans une mondialisation négociée.

Lectures complémentaires:

Samir Amin, *Le virus libéral*, Le temps des cerises, 2003

Samir Amin, *Pour un monde multipolaire*, Syllepse, 2005

Samir Amin, *Pour la cinquième Internationale*, Le temps des cerises, 2006